

Par **JULIE BRAFMAN**  
Photo **DENIS ALLARD**

Soudain, la prison a disparu. Il a fallu traverser le bâtiment historique, celui à l'architecture néoclassique avec ses portes en bois vert, ses coursives usées et rampantes en fer forgé, vestige d'un autre temps, celui où Pierre Rivière, célèbre parricide du XIX<sup>e</sup> siècle, était déjà enfermé ici. Il a encore fallu passer quelques sas et marcher le long d'une petite allée goudronnée. Puis les murs d'enceinte se sont évanouis. Il ne reste plus que de vastes hangars, des tas de palettes et des camions à la manoeuvre. La directrice du centre pénitentiaire de Caen, Karine Vernière, décrit à la manière d'un chef d'entreprise: «On fait du bois, de la métallurgie, de la maintenance, de l'emballage de bonbons, du câblage, de l'électronique, du sablage... Tous les détenus qui peuvent et veulent travailler viennent ici.» Ironie du sort: ils fabriquent aussi des gyrophares pour la police... Il y a quelques jours, Libération est entré aux côtés de la députée socialiste du Calvados Laurence Dumont dans cette prison qui abrite 283 détenus (pour 441 places) condamnés à de longues peines, la plupart pour des infractions à caractère sexuel. L'élue est venue visiter un petit local qui passerait presque inaperçu: celui de l'association de réinsertion Artec (Atelier d'arts graphiques de Caen). Il s'agit d'une véritable institution, qui existe depuis trente-trois ans. Plus pour longtemps? La région Normandie a annoncé qu'elle allait couper le financement annuel. «La caisse est complètement vide, si on ne trouve pas de solution on va devoir fermer. Plus les jours passent, plus c'est dur», se désole le président de l'association, Jean-Baptiste Delaby, 83 ans. La députée se démène pour les aider, convaincue que cette initiative est «exceptionnelle et doit perdurer».

Fermer Artec, c'est tout un symbole. «Scandaleux sur le principe!» s'exclame Annick Le Roux, responsable de la formation depuis dix ans. Une claque à la vision progressiste de la réinsertion, la fin d'un pan d'histoire carcérale. Tout a commencé en 1984 avec *Drôle d'immeuble*, une revue d'art et de littérature tirant son nom d'un poème de Prévert. Ce n'était pas un simple bulletin carcéral ou une feuille de choux de taulards mais une herbe folle parvenue à pousser entre les barreaux. Un projet barré sur papier glacé, celui de «pouvoir créer une revue quand on est dans l'impasse, commencer à exister pour nous-même et pour la société», dixit l'avant-propos du premier numéro. Au fil des pages, jaillit une farandole de croquis exquises et colorés baptisés «Los locos»: il y a «Ascetk Fresnes», «Lubrik Gamel», «Challo Ekiyok». Tout est un délice: les dessins de Muzo (qui travaillera pour *Libé*), les bandes dessinées, les poèmes du détenu François Tortosa, la chronique littéraire sur Jules Barbey d'Aurevilly. «Au commencement était non pas le verbe mais l'enthousiasme» pourrait être leur devise.

**Chatons**

À l'époque, l'association Culture-Prison décide d'offrir à ces prisonniers frappés de longues peines une imprimante, du matériel de photogravure et un micro-ordinateur pour qu'ils puissent continuer à fabriquer *Drôle d'immeuble*. La Drac et le ministère apportent les subventions. La direction de la prison se charge de mettre des locaux à disposition. Le fanzine ne tiendra que trois numéros mais sa



Dans l'atelier d'Artec à Caen le 14 juin.



# PRISON L'imprimerie Artec, «bouée d'humanisme» en train de couler

REPORTAGE

À Caen, l'atelier d'impression créé il y a plus de trente ans a permis à de nombreux détenus du centre pénitentiaire de se former à un métier et de retrouver du travail en sortant de prison. Mais l'association d'insertion est menacée par la fin des subventions de la région Normandie.

philosophie va perdurer pendant des décennies, puisqu'en 1985, Robert Badinter, alors ministre de la Justice, décide de convertir l'imprimerie en centre de formation professionnelle. C'est ainsi que naît Artec, pour «aider à l'insertion sociale des personnes détenues». «La loi pénitentiaire dit que la prison sert à exécuter la sanction, assurer la sécurité et préparer à la réinsertion. Sauf qu'aujourd'hui cette dernière fonction n'est pas du tout assumée», s'agace Jean-Baptiste Delaby. Cet ingénieur dans l'industrie devenu visiteur de prison a pris la tête de l'association il y a plus de vingt ans. «Je me suis dit: "Ben oui pour quoi pas." C'est les surprises de la vie tout ça», sourit-il. Depuis, il a vu passer des centaines de détenus, ceux qu'il prend sous son aile quand «il leur reste quatre ou cinq ans à faire», et les «prépare personnellement et socialement à réintégrer la société». «Ce n'est pas juste professionnel, on les amène à réfléchir sur leur passé pour revenir positivement», dit-il. Travailler sur une page blanche, en somme. Cette année, ils sont quatre détenus à préparer leur bac pro ou BEP. «Artec, c'est une bouée d'humanisme», commente Luc (1), petites lunettes rectangulaires et cheveux gris coiffés en arrière. Cet ancien cuisinier «multi-cordes»



de 58 ans est arrivé dans l'association en octobre et travaille à son propre projet: «La traduction d'un manuel scolaire en anglais et en espagnol.» Dans la vie d'après, celle où il n'y aura plus de barreaux, il voudrait créer son livre de recettes. «Je suis sûr que mon autonomie passera par le graphisme, la création. Il est nécessaire de donner un sens à la peine, une possibilité de se projeter.» Comme les autres détenus de l'association, il vit dans le bâtiment C, celui réservé «aux anciens», qui sont proches de la sortie. C'est un lieu ouvert où chacun peut circuler librement la journée. Le cadre est en rupture avec l'imaginaire carcéral: un potager, des bancs colorés, des chatons qui se baladent au milieu des plans de courgettes.

**«0% de récidive»**

En plus des 35 heures dans l'imprimerie (chaque jour de 7h30 à 13h30), il y a 20 heures de cours pour préparer les examens. «Ce n'est pas facile de retourner à l'école à 58 ans», plaisante Luc. Au fond de la pièce, pantalon violet et mains gantées, Pierre (1) dompte une presse offset. «Au départ, on pense que c'est un gros bulldozer, en fait c'est une horloge», explique-t-il pendant que l'énorme machine crache bruyamment des couleurs. Il a demandé son transfert après avoir entendu parler d'Artec. «Dans les autres ateliers, on travaille pour de l'argent mais ensuite à la sortie il n'y a rien derrière. Là, je n'ai pas l'impression de perdre mon temps ou d'être utilisé comme de la main d'œuvre bon marché.» L'association fonctionne comme une entreprise (les apprentis sont payés 300 euros par mois) et répond aux commandes: affiches, papiers à en-tête, cartes de vœux, calendriers... Il y a les clients timorés qui n'osent pas franchir les murs de la taule. Et puis ceux qui parviennent à traverser les a priori. «Il y a même des clients qui demandent en repartant "Mais où sont les détenus?" alors qu'ils viennent de passer une heure avec eux», raconte Annick.

Tous les membres d'Artec rêvent d'un carnet de commandes plus étoffé, de devenir autonomes pour ne plus dépendre des subventions. Philippe, l'un des encadrants qui assure le standard: «Le problème, c'est la communication, les gens ne nous connaissent pas suffisamment.» Capitaine usé d'un navire en péril, Jean-Baptiste Delaby se démène pour éviter le naufrage. Il a lancé une cagnotte en ligne: près de 5 000 euros ont été récoltés. «Ce n'est pas suffisant. Nous avons un budget de 110 000-120 000 euros par an et notre production nous rapporte 70 000 euros. On a besoin de 40 000 euros», soupire-t-il. Contacté par Libé, David Margueritte, vice-président de la région Normandie en charge de la formation et de l'apprentissage, justifie la décision: «Artec ne peut plus recevoir de dotations aussi élevées pour un public aussi faible.» Et d'ajouter: «L'association n'a pas été soutenue par l'administration pénitentiaire ou la direction de l'établissement comme étant prioritaire. Ils ont préféré une formation agent d'hygiène et propreté avec 10 stagiaires.»

La directrice n'est en effet pas d'un enthousiasme débordant: «S'ils restent, c'est très bien.» On devine que s'ils partent, ce n'est pas grave non plus. «Quand vous allez à Artec, il faut quand même un certain niveau intellectuel, ce qui n'est pas le cas de tout le monde. Ils ont du mal à trouver des détenus qui veulent

**«Dans les autres ateliers, on travaille pour de l'argent mais ensuite à la sortie il n'y a rien derrière. Là, je n'ai pas l'impression de perdre mon temps ou d'être utilisé comme de la main d'œuvre bon marché»**

Pierre l'un des détenus travaillant à Artec

s'engager dans le projet. C'est dur de s'inscrire dans le temps pour une longue peine», souligne-t-elle. De son côté, Annick Le Roux met en avant une «situation unique» dans le paysage carcéral: «Tous les gens qui sortent d'Artec trouvent du travail et la récidive est de 0%.» C'est le cas de Stéphane (1), passé par l'association entre 2006 et 2010. Après la sortie sèche, les galères et le RSA, il a postulé dans une imprimerie du Grand Ouest. «A l'embauche, j'ai joué la transparence, j'ai dit d'où je venais. Le patron m'a dit que tout le monde avait droit à une seconde chance. J'ai signé mon CDI en 2011.» La seule entorse aux statistiques

s'appelle Patrick Henry. Le détenu qui avait défrayé la chronique après l'assassinat du petit Philippe Bertrand en 1976 est lui aussi passé par Artec. Lors de sa libération conditionnelle, en 2001, il sera arrêté pour trafic de drogues. Jean-Charles Corlet, imprimeur à Caen, avait pourtant accepté de lui donner sa chance dans son entreprise.

**«Pur rêve»**

Désormais âgé de 80 ans, cet homme a accueilli des générations de détenus. En mai, trois opérateurs d'Artec sont d'ailleurs allés visiter les lieux. «La journée là-bas, c'était un pur rêve», évoque Jack (1), ancien vendeur à Leroy Merlin et passionné de karaté, qui trouve le monde de l'imprimerie «magique». Il tend une lettre de Jean-Charles Corlet, les yeux brillants. «J'ai vu en vous quelqu'un d'intéressé, de curieux, posant des questions, interpellant le personnel. Je vous sentais dans votre élément», lui écrit l'imprimeur. Jack sourit en disant, avec une pointe d'accent anglais, que depuis deux ans, Artec lui a permis «de reposer les pieds par terre». Contacté par Libération, Robert Badinter commente: «Je ne peux que déplorer cette situation. C'est triste et dommageable. Ce n'est pas ainsi que l'on facilitera la lutte contre la récidive.» Comme dit joliment Stéphane: «Artec, c'est une petite goutte d'eau. Mais si on tue les petites gouttes, alors il ne reste plus rien.»

(1) Prénoms modifiés

## COQUILLAGES ET P'TIT LIBÉ

Un hors-série pour les enfants disponible en kiosque ou sur [boutique.liberation.fr](http://boutique.liberation.fr)

Et l'info expliquée toute l'année sur [leptitlibe.fr](http://leptitlibe.fr)